



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1073

Texte de la question

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

M. le président. La parole est à M. Maxime Gremetz (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP*), pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Maxime Gremetz. Monsieur le Premier ministre, la crise dont vous taisez le nom est bien celle du système capitaliste, celle des politiques ultralibérales menées par les gouvernements et soutenues par les patronats de divers pays au profit des multinationales industrielles et financières ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Cette situation dramatique frappe les salariés et les couches populaires de plein fouet, à tel point que trois jeunes Français sur quatre ont perdu confiance en l'avenir.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Maxime Gremetz. Et vous laissez faire ! Mieux : vous encouragez les vrais responsables à poursuivre, avec des plans de licenciements et des délocalisations, la casse de notre potentiel économique, technologique et de recherche, pour le seul profit des actionnaires.

Ainsi, en Picardie, 28 grands groupes multinationaux parmi lesquels Continental, Valeo, Goodyear, Arcelor Mittal, Tereos, Saint-Gobain Desjonquères ou encore Whirlpool, pour ne citer qu'eux, ont procédé à la suppression de 6 000 emplois sans que vous ayez un seul geste pour défendre ni l'emploi, ni notre outil industriel, ni le pouvoir d'achat. Dans ces groupes, les profits permettent pourtant d'augmenter les dividendes des actionnaires de 5,4 milliards d'euros. Dans le même temps, 14 000 salariés ont perdu entre 15 % et 30 % de leur salaire. Et malheureusement, il en est de même partout en France !

Le scandale de Total, qui annonce plus de 500 licenciements alors qu'il a réalisé 14 milliards de profits, montre qu'il faut nationaliser cette entreprise et instaurer une nouvelle gouvernance démocratique au sein des entreprises qui recourent à de telles pratiques. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*) Qu'attendez-vous pour le faire et quelles mesures exceptionnelles comptez-vous prendre ?

Le 19 mars prochain...

M. le président. C'est terminé, monsieur Gremetz.

La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Monsieur le député, face à la crise sans précédent que nous traversons, le devoir du Gouvernement est d'abord d'être lucide et conscient de la gravité de la situation, mais aussi de garder son sang-froid (*Rires sur plusieurs bancs du groupe SRC*) et de faire preuve de réactivité afin de mettre en oeuvre une riposte à la hauteur de la situation. C'est ce à quoi s'emploie le gouvernement de François Fillon.

Face à cette crise, nous devons prendre des mesures structurelles pour notre industrie.

M. Maxime Gremetz. Il faut nationaliser !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Vous avez cité un certain nombre d'entreprises situées en Picardie qui connaissent des difficultés...

M. Maxime Gremetz. Que faites-vous pour Clairoix ?

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. La suppression de la taxe professionnelle et le renforcement du crédit d'impôt recherche sont de bonnes mesures pour les usines de l'industrie picarde qui souffrent actuellement. Par ailleurs, il faut aider ces entreprises à traverser au mieux la crise, qui se traduit par une chute considérable de la

demande.

M. Maxime Gremetz. Continental va fermer !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. C'est ce que nous faisons sur les bassins les plus en difficulté, avec le contrat de transition professionnelle et l'élargissement des dispositions en faveur des salariés en chômage partiel, afin de traverser la crise au mieux et de tenter, coûte que coûte, de maintenir les capacités de l'outil de production. Enfin, il faut apporter une réponse appropriée aux secteurs les plus fragiles : je pense notamment au pacte automobile, qui va constituer une réponse pour un certain nombre d'entreprises de Picardie. J'étais dans le Nord Pas-de-Calais au début de la semaine : en ce qui concerne le textile et la vente à distance, nous aurons également des réponses spécifiques à apporter. (*" Total, Total ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Veuillez cesser, mes chers collègues ! Ce ne sont pas des méthodes !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Enfin, monsieur Gremetz, je veux vous dire que le Gouvernement travaille de manière structurelle, dans le cadre du G20, à une refondation du capitalisme à laquelle il me semble que vous pourriez souscrire. Réfléchir à la façon de changer les choses et travailler sur le partage de la valeur, telle est la voie sur laquelle nous nous sommes engagés face à cette crise sans précédent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Maxime Gremetz](#)

Circonscription : Somme (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1073

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 mars 2009